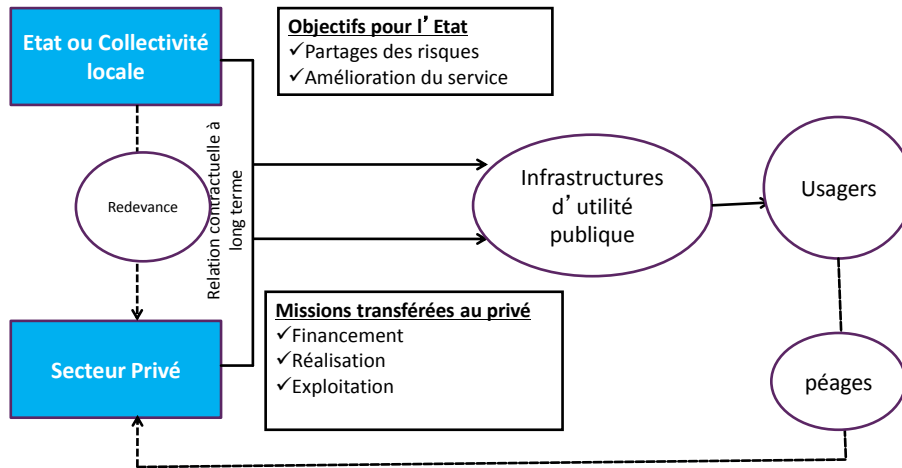
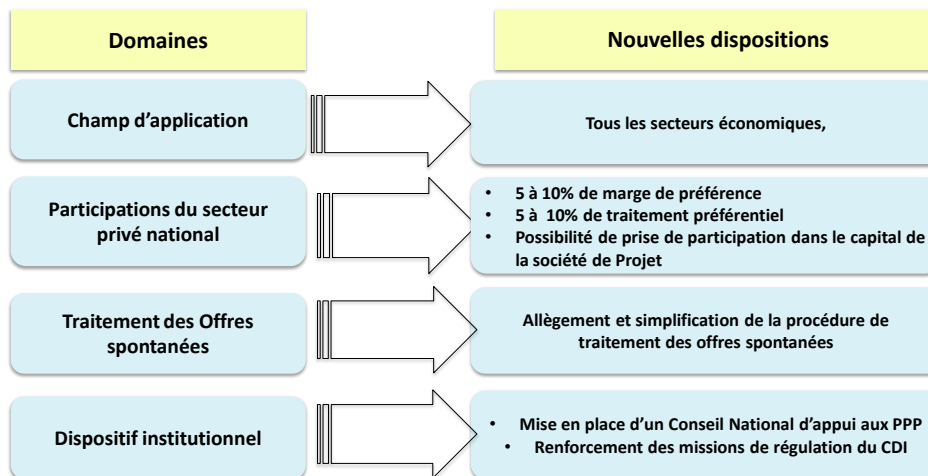


PPP : le Mécanisme....



Cadre Règlementaire des PPP au Sénégal

Innovations majeures de la reforme de 2015



Cadre Institutionnel des PPP au Sénégal

COMPOSITION DU CONSEIL DES INFRASTRUCTURES

- **3 membres** ou anciens membres de juridictions supérieures de l'Etat
- **3 députés** représentatifs des trois principales coalitions de partis au niveau de l'Assemblée nationale (dont l'opposition)
- **3 représentants de la Société Civile** et des Consommateurs
- **3 représentants du Secteur privé**

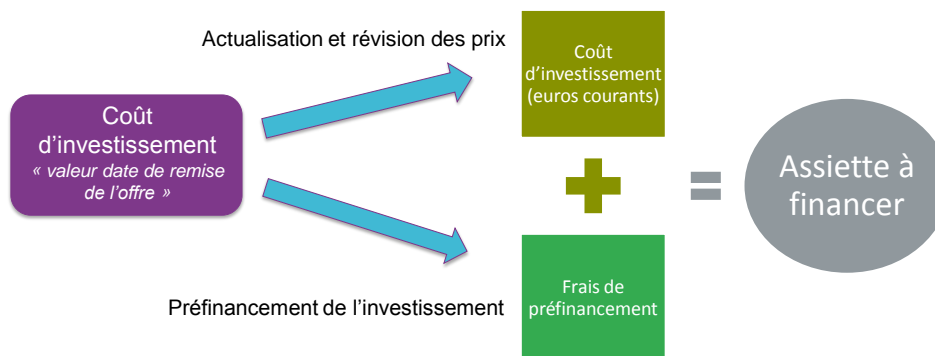
SEN PPP

Aspects juridiques et financiers des PPP

Mai 2015

En phase d'exploitation : financement long terme

A la mise à disposition du bien, l'ensemble des coûts cumulés en phase travaux fait l'objet d'un refinancement long terme (durée proche de la phase d'exploitation)

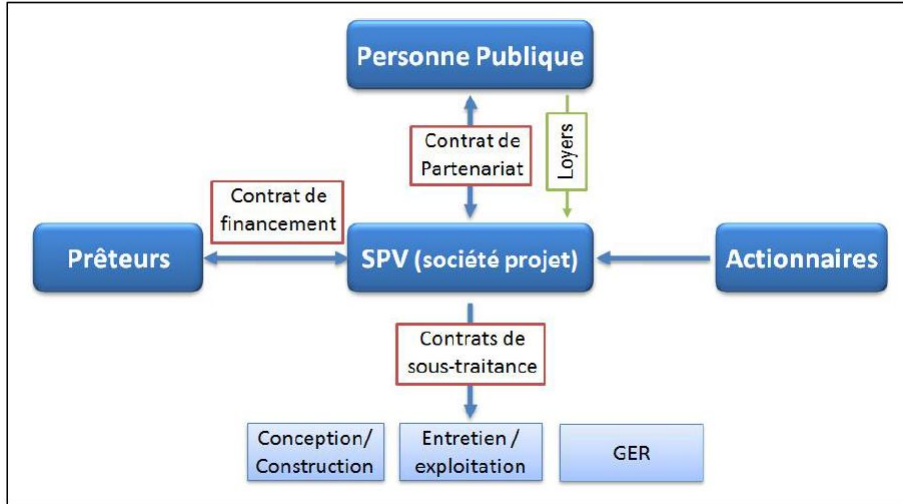


SEN PPP

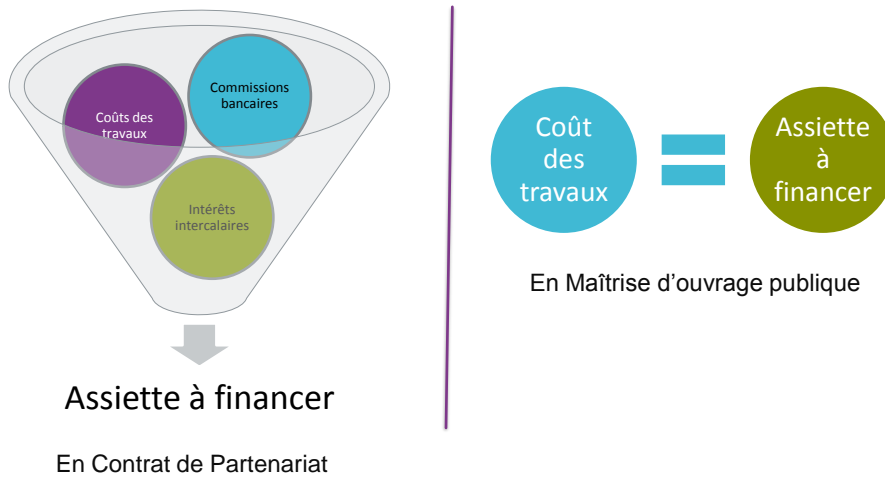
Aspects juridiques et financiers des PPP

Mai 2015

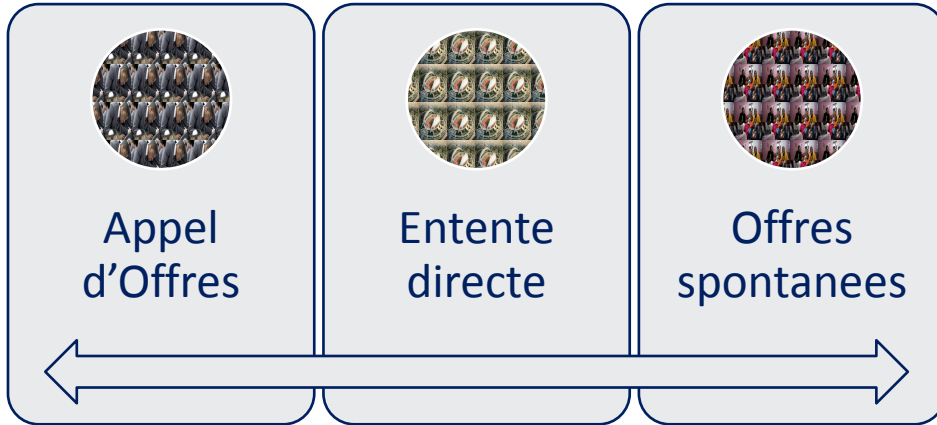
Schéma de synthèse du contrat de partenariat



Détermination de l'assiette à financer



Passation des Contrats de Partenariat

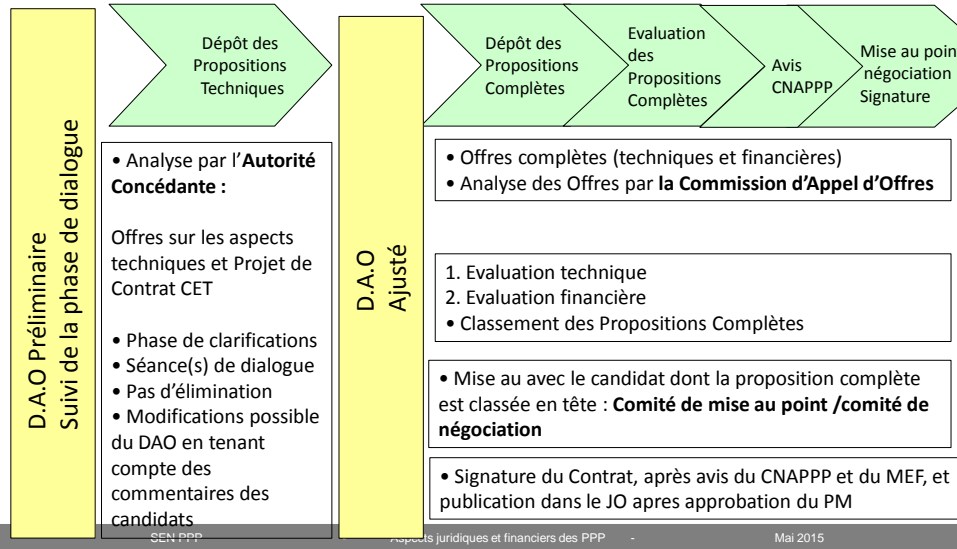


Passation des Contrats de Partenariat

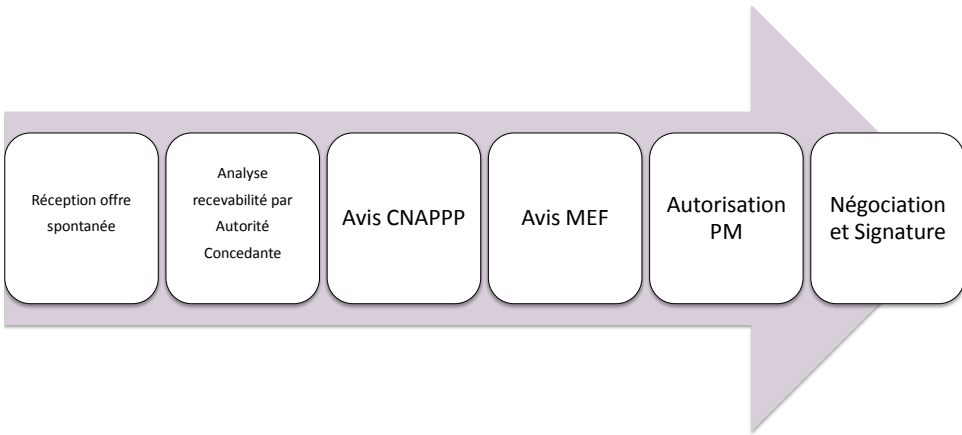


- Dossier de demande d'Autorisation transmis par l'Autorité Concedante
- *Le CNAPP transmet au CDI le dossier de demande d'autorisation accompagné d'une note technique avis dans les 10 jours*
- Apres avis du CNAPP sur le Contrat de Partenariat

Passation des Contrats PPP – Appel d’Offres

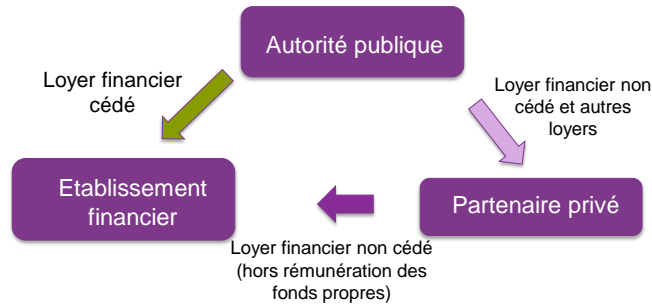


Passation des Contrats PPP – Offres spontanée



Cession de créance : un levier d'optimisation du coût de financement

Le principe de la dette cédée (ou cession de créance)



- ⇒ L'acceptation de la cession de créances rend le flux irrévocable pour la personne publique.
- ⇒ En contrepartie, le risque pour l'établissement financier n'est plus un risque « privé » mais un risque « public » ce qui, selon la solvabilité de l'autorité publique, peut permettre d'optimiser les frais financiers liés aux emprunts.

Les conditions d'une mise en concurrence réussie

Qualité du travail amont

- Rédaction du DAI
- Chiffrage des coûts : la sous-estimation peut entraîner un transfert de risque trop important
- Calendrier : des délais trop courts peuvent pénaliser la négociation

Arbitrage

- Capacité de la personne publique à rendre des arbitrages
- Capacité à recadrer les candidats / exprimer clairement ses besoins

Prime

- Prise en compte de l'implication des candidats
- Inciter les candidats à réaliser des études poussées / faire des propositions innovantes